

La pauvreté est un phénomène relatif

Même les habitants les plus pauvres des pays riches ont généralement un revenu bien supérieur à celui des pauvres vivant dans les pays en développement, mais ils n'en souffrent pas moins de graves manques. En effet, plus un pays s'enrichit, plus ses habitants ont besoin de produits et de services coûteux pour pouvoir participer à la vie de la société. Un élève peut se sentir exclu des discussions en classe si ses parents ne possèdent pas de téléviseur. Un ouvrier du bâtiment peut être dans l'incapacité de trouver du travail s'il n'a pas de voiture. De tels biens, qui étaient naguère des objets de luxe, deviennent essentiels à mesure que leur usage se généralise. Ainsi, même dans un pays riche où la pauvreté monétaire absolue n'existe pas, la pauvreté monétaire *relative* peut engendrer une pauvreté *absolue* dans certaines dimensions importantes du développement humain, telles que l'éducation, l'estime de soi ou la capacité à trouver un travail décent.

Tous les pays de l'OCDE ont vu leur revenu s'accroître en valeur absolue au cours des deux dernières décennies. Cependant, la plupart connaissent également un creusement des

inégalités de revenu. C'est au Royaume-Uni et aux États-Unis que cette dégradation est la plus constante et la plus grave. Entre 1979 et 1997, aux États-Unis, le PIB réel par habitant a augmenté de 38 %, mais le revenu d'une famille vivant avec le salaire médian ne s'est accru que de 9 %. L'essentiel de la progression du revenu national a donc bénéficié aux très riches. Dans ce pays, le revenu des 1 % de familles les plus fortunées a ainsi fait un bond de 140 %, soit trois fois plus que la moyenne. En 1979, le revenu des 1 % de familles américaines les plus riches était 10 fois plus élevé que celui de la famille médiane. En 1997, il était 23 fois supérieur.

Deux pays, le Canada et le Danemark, s'inscrivent à contre-courant de cette tendance : les inégalités de revenu y sont restées stables, ou ont légèrement diminué. Ce résultat tient, essentiellement, à la politique budgétaire et aux transferts sociaux, ce qui montre qu'avec une volonté politique, le relèvement du niveau de revenu ne s'accompagne pas inévitablement d'un creusement des inégalités.